



© TOUFK OULMI

GROUPE UCA - MAJORITÉ MUNICIPALE (LR, UDI, MODEM, SANS ÉTIQUETTE)**À Choisy, une Maison des femmes comme levier pour une société égalitaire !**

L'égalité femmes-hommes est un idéal à atteindre. Malgré les avancées, des disparités persistent dans de multiples domaines : accès à l'emploi, représentation politique, lutte contre les violences sexistes...

Ces inégalités marquent le paysage socio-économique. L'écart salarial persiste, témoignant d'une discrimination structurelle dans le monde du travail. De même, l'accès aux postes de responsabilité demeure entravé pour de nombreuses femmes, malgré leurs compétences et leurs qualifications.

Par ailleurs, les violences faites aux femmes sont un fléau majeur, avec des conséquences dévastatrices sur leur santé physique et mentale. Enfin, la répartition inégale des tâches domestiques et familiales perpétue les stéréotypes de genre et empêche l'autonomie des femmes dans leur vie quotidienne.

Dans ce contexte, notre majorité œuvre pour l'émergence d'une réponse pertinente

et novatrice pour promouvoir l'égalité des genres et favoriser l'inclusion sociale. Nous avons décidé la création et l'ouverture d'une Maison des femmes.

Cette structure se profile comme un lieu d'émancipation, d'accompagnement et de soutien. En offrant un espace dédié à l'autonomisation des femmes, elle leur permet d'accéder à des services de soutien psychologique et juridique, essentiels pour surmonter les obstacles rencontrés. De plus, en proposant des formations professionnelles et un accompagnement à l'emploi, elle renforce l'employabilité des femmes et promeut leur indépendance économique. Identifié comme lieu de sensibilisation et d'éducation à l'égalité des genres, elle participe à la déconstruction des préjugés et favorise une culture de respect et d'égalité.

La Maison des femmes constitue également un espace de lutte collective contre les discriminations. En favorisant la promotion de la diversité et de l'inclusion, elle œuvre à la création d'une ville plus juste et solidaire. De même, en sensibilisant aux violences

sexistes et sexuelles, elle contribue à briser le silence et à offrir un soutien aux victimes. Enfin, en plaçant en faveur de politiques publiques plus égalitaires, elle agit en tant qu'acteur de changement social, appelant à des réformes structurelles pour garantir les droits et la dignité de toutes et tous.

La Maison des femmes incarne ainsi la convergence des initiatives. En rassemblant les acteurs concernés, elle offre un espace de dialogue et de coordination des actions en faveur de l'égalité. En tant que symbole de l'engagement, elle affirme la nécessité de politiques publiques égalitaires et reconnaît la contribution essentielle des femmes à la société.

Enfin, en inspirant de futures initiatives, elle ouvre la voie à un avenir où l'égalité des genres sera une réalité tangible et non négociable.

GROUPE UCA DE LA MAJORITÉ MUNICIPALE**GROUPE DES ÉLU-E-S ÉCOLOGISTES ET CITOYEN-NE-S****L'agriculture paysanne, seule alternative possible**

Le mois de février a été marqué par la colère exprimée du monde agricole : un métier devenu quasiment impraticable, croulant sous la brutalité des dérèglements climatiques qui s'annoncent et sous des contraintes économiques de plus en plus fortes.

Néanmoins dans ce mouvement, il convient de distinguer deux courants : celui du monde agricole conventionnel et celui du monde agricole paysan.

Ces deux mouvements ont été ralliés sous le même syndicat, la FNSEA ; c'est pourtant ce même syndicat qui met la corde au cou des paysans, qui les exploite pour nourrir ses profits et qui finalement les pousse à s'endetter pour s'agrandir et survivre.

Les cadres de la FNSEA se payent abondamment, tandis que les agriculteurs sont dans le rouge. Les marges des petits producteurs ne cessent de s'éroder tandis que les bénéfices du complexe agro-industriel explosent.

Dans le monde, le pourcentage du prix de vente qui revient aux agriculteurs est passé de 40 % en 1910 à 7 % en 1997,

selon l'ONU. Comment vivre dignement dans ces conditions ?

Les industriels intermédiaires, fournisseurs, vendeurs d'agroéquipements, semenciers, industriels de la grande distribution dépossèdent ces mêmes agriculteurs des produits de leur travail.

Sans les subventions qui jouent un rôle de béquille, les agriculteurs auraient un résultat négatif, il se crée donc une dépendance néfaste pour eux, pour leur propre survie.

Les ravages de ces complexes agro-industriels ne sont plus à démontrer. Ils ont tué les petites fermes, sans assurer une alimentation de qualité, ni une conservation, ô combien précieuse, de notre environnement.

Le monde agricole paysan, lui, se bat contre les projets d'artificialisation des sols, contre le modèle des complexes industriels et contre des machines toujours plus invasives. C'est ce monde-là que les écologistes veulent voir se développer parce que la sécurité alimentaire et l'écologie ne pourront passer que par une agriculture

paysanne, celle qui respecte l'Homme et la nature. Ainsi, il faut sécuriser les revenus des agriculteurs afin de garantir le droit universel à une alimentation saine.

Arrêter de vouloir toujours plus grand, plus gros, mais au contraire, revenir à taille humaine, multiplier les petites fermes, les petits élevages, consommer différemment pour consommer mieux. Mais cela ne se fera pas sans s'élever contre les politiques économiques prédatrices du gouvernement, qui sous couvert d'un « corporatisme agricole » écrase les agriculteurs paysans et les consommateurs.

C'est dans ce contexte qu'il est nécessaire d'avoir une alimentation la plus locale possible et de saison. Le « bien manger » est à notre portée à tous pourvu que l'on profite des marchés et commerçants locaux.

Les écologistes vont dans le sens de ces valeurs et nous encourageons toute initiative locale qui ira dans ce sens.

MATHILDE BEZACE POUR LE GROUPE DES ÉCOLOGISTES ET CITOYEN-NE-S**UNION DE LA GAUCHE COMMUNISTE, SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET CITOYENNE****Mal-logement : jusqu'à quand ?**

La France vient de dépasser le seuil des 12 millions de demandeurs de logement, dont 100 000 en Val-de-Marne et 3 000 dossiers en attente à Choisy-le-Roi.

Pourquoi ces tristes records en Val-de-Marne et sur l'ensemble du territoire national ? À cela, nous pouvons trouver plusieurs explications :

- La baisse des constructions de logements sociaux.
- La baisse des Aides personnalisées au logement (APL).
- La volonté de faire disparaître les petits bailleurs et celle de libérer les bailleurs privés de toutes contraintes.
- La ponction des caisses des bailleurs sociaux.
- La loi qui facilite les expulsions.
- L'augmentation des loyers de l'ordre de 50 % dans le secteur privé.
- L'augmentation des taux d'intérêt des prêts immobiliers.

La liste ici n'est pas exhaustive.

La situation économique de nombreux Val-de-marnais ne cesse de se détériorer,

conséquence d'une inflation magistrale de 4,9 % en 2023, entraînant l'implosion des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, entraînant surtout une incapacité à libérer une trésorerie plus importante pour se loger.

24 communes du Val-de-Marne ne respectent pas leurs obligations dans le cadre de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains – SRU –, garantie du socle minimum de contribution de tous les territoires à l'exigence de solidarité nationale que constitue le droit au logement, et préfèrent payer chaque année des millions d'euros de pénalités.

Le premier ministre enfonce le clou en remettant en cause le principe même de cette loi de Solidarité et de renouvellement urbain dans son discours de politique générale.

À Choisy-le-Roi, le maire déclare avoir sollicité la préfète pour un plan Marshall en faveur du logement. Qu'en est-il dans les faits ? Par ailleurs, il soutient sans aucun état d'âme certains élus qui n'appliquent pas cette loi ou votent des lois à l'encontre de la justice sociale. Rappelons que le

sénateur LR, M. Cambon, a voté contre le taux de TVA à 5,5 % sur le logement social.

Un double langage nous est donc tenu à Choisy-le-Roi : celui affiché de la défense des mal logés, des incantations de leur venir en aide, alors que la tristesse de la réalité contredit ces belles paroles.

C'est davantage un état d'urgence du logement qu'il s'agirait de déclarer afin que cette cause devienne nationale et soit portée solidairement par tous les élus locaux.

Aux chiffres, nous opposons des vies, des vies brisées, des enfants qui dorment dans la rue et des familles entières qui se démènent pour se loger dignement.

Notre groupe interroge à nouveau la majorité municipale et réclame des réponses précises, celles qu'attendent les Choisyen.e.s en mal de logement.

LES ÉLUS DU GROUPE D'OPPOSITION UGCE